

Chômage : les économistes tiquent sur les statistiques François Wenz-Dumas, *Libération*, 27 avril 2007

Le chômage a baissé de 1,4 % en mars 2007, pour s'établir à 8,3 % de la population active, son plus bas niveau depuis vingt-cinq ans. Ces chiffres, annoncés hier après-midi, auraient dû être pour le gouvernement et le candidat UMP une excellente nouvelle. Seul problème : ils sont faux, ou plutôt ils ne reflètent pas la réalité du chômage en France. Le travail des services statistiques du ministère du Travail (la Dares, dont une partie du personnel était en grève hier pour protester contre la publication de ces chiffres) et de l'ANPE n'est pas en cause. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE est effectivement passé de 2 066 100 fin février à 2 036 600 fin mars (ou de 2 520 600 à 2 494 800, en comptant ceux qui ont exercé une activité réduite).

Mais, soulignaient hier 46 économistes et chercheurs (1) dans une lettre ouverte demandant au ministre de l'Emploi, Jean-Louis Borloo, de suspendre la publication de ces chiffres, «*ces données, à la suite de modifications administratives, ne sont plus exploitables et conduisent à une sous-estimation forte du taux de chômage*». Et ils ne sont pas seuls à le dire : fin mars, l'Office statistique de l'Union européenne, Eurostat, a d'autorité redressé de 0,4 point le taux de chômage français, retenant un chiffre de 8,8 % pour le mois de février, au lieu des 8,4 % mis en avant par le gouvernement.

La polémique est née de la décision prise fin janvier par la direction de l'Insee de ne pas utiliser l'enquête emploi réalisée chaque année, qui sert à vérifier et éventuellement corriger les chiffres du chômage. Certains résultats étaient aberrants, selon les responsables de l'Insee : ils auraient conduit à redresser d'au moins 0,6 point à la hausse les taux de chômage calculés chaque mois à partir des inscriptions à l'ANPE. Principal argument de l'Insee : l'enquête menée par téléphone auprès de 80 000 personnes a pour la première fois fait apparaître un taux anormalement élevé de gens qui ne répondent pas. Or, parmi eux, il pourrait y avoir davantage de gens ayant retrouvé un emploi que chez ceux qui répondent. Du coup, en repoussant son enquête à l'automne, l'Insee n'a pas permis de réajuster les chiffres du chômage. Et l'institut laisse en pleine campagne électorale le gouvernement utiliser un chiffre provisoire flatteur, mais inexact.

(1) Parmi lesquels Christian Baudelot (ENS), Esther Duflo (MIT), Eric Maurin (EHESS), Thomas Philippon (NYU) Thomas Piketty (EHESS), Xavier Timbeau (OFCE), etc.

Malgré la controverse, le ministère de l'emploi publie les chiffres du chômage *Le Monde*, 27 avril 2007

Alors qu'une controverse sévit autour de la fiabilité des chiffres du chômage et de la légitimité de les publier entre les deux tours, le ministère de l'emploi a annoncé, jeudi 26 avril, les résultats provisoires du mois de mars : selon lui, le nombre de chômeurs en France a diminué en mars de 1,4 % (- 29 500 personnes) pour atteindre 2 036 600, le taux de chômage étant ramené à 8,3 % de la population active fin mars après 8,4 % en février, selon les critères du Bureau international du travail, différents de ceux de l'ANPE.

Ces chiffres ne recensent que les demandeurs d'emploi de catégorie 1, c'est-à-dire qui sont à la recherche d'un emploi à temps plein en CDI et immédiatement disponibles, catégorie qui sert de référence depuis 1995.

Ils restent provisoires. Car ces statistiques doivent normalement être confrontées à celles de l'Insee réalisées selon d'autres critères, un réajustement étant réalisé chaque année au mois de mars. Or, cette année, l'Insee a décidé de reporter à l'automne la publication de l'enquête emploi 2006 menée par ses services, qui contredisait la baisse du chômage affichée par le gouvernement : s'il y a bien une baisse du chômage en 2005 et 2006, le nombre exact de personnes en recherche d'emploi et l'intensité des progrès enregistrés par le gouvernement sortant en matière d'emploi sont contestés.

DES CHIFFRES CONTESTÉS PAR EUROSTAT ET DES PERSONNELS DU MINISTÈRE

Ce report a provoqué une vive controverse politique et syndicale en pleine campagne électorale. D'autant plus que les chiffres annoncés par le gouvernement ont également été contestés par l'Office européen des statistiques, Eurostat, qui, utilisant les données de l'enquête emploi, a retenu fin mars des taux de chômage plus élevés que ceux communiqués par l'Insee pour l'année 2006 et le début 2007. Eurostat a ainsi fait état d'un taux harmonisé de 8,8 % à fin février (au lieu de 8,4 %)

Le premier ministre, Dominique de Villepin, avait annoncé jeudi matin que les statistiques du chômage allaient "*dans le bon sens*" et s'était employé à faire taire la polémique sur leur fiabilité, déclarant sur France Info que l'érosion de ces deux dernières années était "*incontestable*".

Les syndicats et des personnels de la Dares, le service d'études du ministère de l'emploi, avaient appelé à la grève jeudi pour s'opposer à la publication d'une estimation non fiable du taux de chômage dans l'entre-deux-tours. Le mouvement a été suivi par 35 personnes sur un effectif total de 150, selon le ministère de l'emploi. Mercredi, quarante chercheurs avaient également adressé une lettre ouverte au ministre de la cohésion sociale, Jean-Louis Borloo, lui demandant de ne pas publier jeudi ces chiffres du chômage, qu'ils jugent "*artificiellement bas*".

Différents critères d'évaluation du chômage

Le chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) comptabilise les personnes qui sont à la fois sans travail, à la recherche d'un emploi (salarié ou non salarié) et disponible pour travailler.

Certains demandeurs d'emploi inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ne sont pas des chômeurs au sens du BIT, parce qu'ils ont travaillé un peu (pratique d'une "*activité réduite*") ou parce qu'ils ne sont pas immédiatement disponibles, en raison d'une formation par exemple. A l'inverse, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à l'ANPE, parce qu'ils n'en ont pas fait la démarche.

Le chômage baisse, la polémique redouble

François-Xavier Bourmaud, *Le Figaro*, 27 avril 2007

Le taux de chômage a baissé en mars pour atteindre 8,3%. A une semaine de l'élection présidentielle, la polémique sur l'ampleur du fléchissement a atteint son apogée.

LES CHIFFRES du chômage ont beau devenir compliqués à trier, tous témoignent pourtant d'un recul franc depuis un an, qu'ils proviennent de l'Insee ou d'Eurostat. Alors, certes, la baisse ne rend pas forcément compte de la progression des contrats à temps partiel ou de l'ampleur de la précarité. Mais pas moins aujourd'hui qu'hier! Et ce « chiffre officiel », dont le recul sous la mandature de Lionel Jospin n'avait pas provoqué le même émoi chez les collectifs de gauche, a une nouvelle fois baissé en mars (- 1,4%), faisant refluer le taux de chômage à 8,3 % de la population active, son plus bas niveau depuis 1983.

Le mois dernier, 29 500 personnes ont retrouvé du travail, ce qui porte le nombre de chômeurs à 2 036 500 personnes. À noter qu'en mars, le chômage de longue durée a reculé de 3,2 %, celui des plus de 50 ans de 1,8 % et celui des jeunes de 1,4 %. Voilà donc, au terme du mandat de Dominique de Villepin à Matignon, le bilan de sa bataille pour l'emploi.

Régulièrement suspecté de multiplier les radiations pour faire baisser le chômage, le gouvernement tient à signaler que le nombre de radiations administratives pour absence au contrôle a reculé de 6,6 % le mois dernier. N'ayant aucune chance de réussir à éteindre la polémique, encore moins à une semaine du deuxième tour de l'élection présidentielle (*lire ci-dessous*), le gouvernement préfère insister sur la réalité de la baisse.

Plus élevé qu'en Europe

D'après l'OCDE, qui se fonde pour l'Europe sur les chiffres d'Eurostat, le « *taux de chômage standardisé* » atteignait ainsi 8,8 % en France au mois de février, contre 9,7 % un an auparavant. Soit un recul de 0,9 point sur un an. Pour établir ce chiffre, l'organisme a inclus dans ses calculs les résultats de la fameuse enquête emploi de l'Insee dont les résultats avaient été jugés « *incohérents* » par l'institut lui-même. Elle faisait état d'un chômage resté stable en 2006 à 9,8 % de moyenne annuelle contre une précédente évaluation à 9,1 %. Au bout du compte, si l'Insee confirme dans sa dernière note de conjoncture « *une baisse du chômage en 2006* », il reconnaît toutefois que « *son ampleur exacte est incertaine* ».

Au-delà de cette polémique sur l'épaisseur du trait, une certitude : le chômage baisse réellement mais demeure plus élevé que dans la plupart des autres pays européens. En Allemagne, par exemple, il a reculé en un an de 8,9 % à 7,1 %. Et quand, sur la même période, ce taux a progressé comme en Grande-Bretagne, c'était pour rester à des niveaux inconnus dans l'Hexagone depuis les années 1970 : 5,4 %.

Or, d'après le directeur général de l'Unedic, Jean-Pierre Revoil, le chômage « *va continuer à baisser mais à un rythme moins rapide* » en 2007. « *Les besoins d'embauche des chefs d'entreprise restent forts, mais la moitié de ces projets de recrutements risquent de ne pas trouver preneurs (...) on touche du doigt le problème français* », explique-t-il aujourd'hui dans un entretien à *La Croix*. Outre ces difficultés des entreprises à recruter, il est un autre aspect du débat que l'élection présidentielle permettra de trancher : celui de la rigidité du marché du travail.

Une polémique savamment entretenue pour culminer avant l'élection François-Xavier Bourmaud, *Le Figaro*, 27 avril 2007

Depuis décembre, un collectif de gauche distille des attaques régulières contre les chiffres "officiels" du chômage.

PROXIMITÉ de l'élection aidant, la polémique sur les chiffres du chômage a atteint son paroxysme. Lancée fin décembre par le collectif Les Autres Chiffres du chômage (ACDC), elle s'est traduite hier par un appel à la grève des agents du ministère de l'Emploi et une lettre ouverte à Jean-Louis Borloo signée d'une quarantaine de scientifiques lui demandant de reporter la publication des chiffres de mars, sans oublier l'occupation du toit de l'Unedic.

Créé fin 2006, le collectif ACDC « *rassemble des associations, des chercheurs et des syndicats particulièrement bien placés pour porter un regard critique et informé sur ces questions* ». On y trouve surtout des organismes proches de la gauche, voire de l'extrême gauche, tels que l'association Agir ensemble contre le chômage (AC !), le Mouvement des chômeurs et précaires (MNCP), le réseau Stop précarité ainsi que les syndicats CGT de l'Insee, le SNU-ANPE et SUD-ANPE. Il est soutenu par de nombreux chercheurs, dont Thomas Piketty, de l'École des hautes études en sciences sociales, qui a apporté son soutien à Ségolène Royal.

Publiant une note chaque mois à la veille de la publication des chiffres officiels du chômage, le collectif a entrepris de démontrer progressivement que les résultats du gouvernement et la réalité du chômage ne pouvaient pas s'apprécier à la seule aune du chiffre mensuel.

Une position récurrente et habituelle en période électorale que l'Insee a cette année involontairement renforcée en reportant à l'automne la publication de l'enquête annuelle qui sert à réévaluer l'ensemble des chiffres. Dans sa première note de décembre, le collectif a commencé par dénoncer « *les chômages invisibles* », à savoir ces activités réduites non prises en compte dans le baromètre officiel. En janvier, une deuxième note a dénoncé les pressions sur les chômeurs pour les faire sortir de la catégorie de référence et minorer ainsi le chiffre officiel.

« États généraux »

Seulement dans le même temps, la caisse d'assurance-chômage faisait état d'une amélioration de ses comptes, signe, selon Jean-Louis Borloo, de la réalité de la baisse. Si l'Unedic verse moins d'indemnités, c'est bien qu'il y a moins de chômeurs, assurait le gouvernement. Alors en février, le collectif a dénoncé la « *dégradation importante* » des droits des chômeurs et affirmé que moins d'un sur deux était indemnisé par l'Unedic. Le mois suivant, il s'en prenait à la focalisation politique et médiatique sur un seul chiffre du chômage. Suite logique, le collectif ACDC a annoncé mercredi des « *états généraux des chiffres du chômage et de la précarité* », le 29 mai à Paris, pour essayer de tout remettre à plat. Et entretenir la polémique jusqu'aux législatives